



# Congrès de la CGT ÉDUC'Action, un défi relevé une fois de plus

lundi 5 juillet 2021, par [Bariaud](#)

## VIE FÉDÉRALE

### CONGRÈS DE LA CGT ÉDUC'ACTION, UN DÉFI RELEVÉ UNE FOIS DE PLUS

Après deux reports pour cause de crise sanitaire liée à la pandémie du Covid 19, le congrès national de la CGT ÉDUC'Action s'est déroulé du 18 au 21 mai 2021 en visioconférence. Regroupant 192 délégué·es dont 148 délibératif·ves, les syndicats et leurs délégations ont débattu pendant 4 jours. 49 % des délégué·es étaient des femmes.

16

Le Lien N° 207 - Juin 2021



Le rapport d'activité présenté pour la dernière fois par Patrick Désiré retraçait les mauvais coups portés à l'éducation nationale par le gouvernement Macron. Réforme du lycée, mise en place du contrôle continu, réforme de la voie pro, « école de la confiance », ParcoursSup, loi de transformation de la Fonction publique, mise en place du RIFSEEP, rien n'aura été épargné aux personnels de l'éducation nationale ni aux élèves. Les conditions de travail et d'apprentissage se sont largement dégradées conduisant parfois à des situations dramatiques. La mauvaise gestion de la crise sanitaire par Jean-Michel Blanquer, sourd aux revendications syndicales demandant un plan d'urgence pour l'école, a fortement dégradé les conditions d'apprentissages pendant plusieurs semaines des élèves des établissements scolaires. Pendant ces quatre ans, la syndicalisation a progressé et elle s'est diversifiée avec l'arrivée de professeur·ses certifiés en particulier. Les expressions du syndicat ont concerné toutes les catégories de personnels (enseignement et hors ensei-

gnement) avec des mobilisations plus ou moins importantes contre les réformes Blanquer mais aussi contre la réforme des retraites. Un vote a été soumis aux votes sous la forme d'une levée de main fixant les priorités avant un prochain congrès plus traditionnel prévu au printemps 2022. Ces priorités sont dédiées sous forme de campagne à mener : égalité femmes-hommes, lutte contre la précarité (avec en particulier les AESH et les AED mobilisés en cette fin d'année scolaire), santé et conditions de travail, préparation des élections professionnelles 2022. Deux thèmes supplémentaires ont fait l'objet de débats : les luttes environnementales et les luttes contre l'extrême droite et l'ultralibéralisme. Ce texte dispose à la fin d'une partie concernant l'amélioration de la vie syndicale pour être plus efficace.

Des nouveaux défis sont à venir. La CGT ÉDUC'Action est prête à se lancer dans la bataille pour une école pu-

blique, laïque, démocratique, écologique, égalitaire et féministe. Comme à son habitude, elle combattra les discriminations de toutes sortes et elle soutiendra le Réseau éducatif sans frontières qui œuvre pour la protection et la régularisation des élèves étrangers ou non menacés d'expulsion. Grâce à une équipe très efficace, le défi technique a été relevé avec brio.

Une nouvelle commission exécutive nationale provisoire a été élue avec la mise en place d'un nouveau bureau paritaire de 14 camarades renouvelé à 50 %. Le secrétaire général est composé d'un co-secrétaire assuré par Huguette Vuillet et Michaël Mandilouk.

Un grand salut aux camarades du bureau national qui sont partis pour d'autres aventures : Catherine Bartoli responsable du pôle AESH et Rigide Cisterne représentante de la CGT au CSE et à la CSE. Magali Clergeot responsable du pôle ATSE et élue pour terminer le mandat général. Patrick Désiré : qu'il et elles soient si remercié·es pour leur implication sans faille et leurs grandes disponibilités au cours de ces années.

Dores et déjà, les camarades de toutes les académies se retrouvent en octobre pour un conseil national en présentiel avec une certaine impatience.



Après deux reports pour cause de crise sanitaire liée à la pandémie du Covid 19, le congrès national de la CGT ÉDUC'Action s'est déroulé du 18 au 21 mai 2021 en visioconférence. Regroupant 192 délégué·es dont 148 délibératif·ves, les syndicats et leurs délégations ont débattu pendant 4 jours. 49 % des délégué·es étaient des femmes.

Le rapport d'activité présenté pour la dernière fois par Patrick Désiré retraçait les mauvais coups portés à l'éducation nationale par le gouvernement Macron. Réforme du lycée, mise en place du contrôle continu, réforme de la voie pro, « école de la confiance », ParcoursSup, loi de transformation de la Fonction publique, mise en place du RIFSEEP, rien n'aura été épargné aux personnels de l'éducation nationale ni aux élèves. Les conditions de travail et d'apprentissage se sont largement dégradées conduisant parfois à des situations dramatiques. La mauvaise gestion de la crise sanitaire par Jean-Michel Blanquer, sourd aux revendications syndicales demandant un plan d'urgence pour l'école, a fortement dégradé les conditions d'apprentissages pendant plusieurs semaines des élèves des établissements scolaires. Pendant ces quatre ans, la syndicalisation a progressé et elle s'est diversifiée avec l'arrivée de professeur·ses certifiés en particulier. Les expressions du syndicat ont concerné toutes les catégories de personnels (enseignement et hors enseignement) avec des mobilisations plus ou moins importantes contre les réformes Blanquer mais aussi contre la réforme des retraites.

Un texte a été soumis aux votes sous la forme d'une feuille de route fixant les priorités avant un prochain congrès plus traditionnel prévu au printemps 2022.

Ces priorités sont déclinées sous forme de campagne à mener : égalité femmes-hommes, lutte contre la précarité (avec en particulier les AESH et les AED mobilisés en cette fin d'année scolaire), santé et conditions de travail, préparation des élections professionnelles 2022. Deux thèmes supplémentaires ont fait l'objet de débat : les luttes environnementales et les luttes contre l'extrême droite et l'ultralibéralisme. Ce texte dispose à la fin d'une partie concernant l'amélioration de la vie syndicale pour être plus efficace.

Des nouveaux défis sont à venir, la CGT ÉDUC'Action est prête à se lancer dans la bataille pour une école publique, laïque, démocratique, écologique, égalitaire et féministe. Comme à son habitude, elle combattra les discriminations de toutes sortes et elle soutiendra le Réseau éducation sans frontière qui œuvre pour la protection et la régularisation des élèves (mineur·es ou non) menacés d'expulsion.

Grâce à une équipe très efficace, le défi technique a été relevé avec brio.

Une nouvelle commission exécutive nationale paritaire a été élue avec la mise en place d'un nouveau bureau paritaire de 14 camarades renouvelé à 50 %. Le secrétariat général est composé d'un co-secrétariat assuré par Isabelle Vuillet et Michaël Marcilloux.

Un grand salut aux camarades du bureau national qui sont partis pour d'autres aventures : Catherine Bartoli responsable du pôle des élues, Brigitte Creteur représentante de la CGT au CSE et à la CSL, Magali Giorgetti responsable du pôle ATSS et pour terminer le secrétaire général Patrick Désiré : qu'il et elles soient ici remercié·es pour leur implication sans faille et leurs grandes disponibilités au cours de ces années.

D'ores et déjà, les camarades de toutes les académies se retrouveront en octobre pour un conseil national en présentiel avec une certaine impatience.